

ORGANISATION ÉCONOMIQUE DES CAFÉICULTEURS CONGOLAIS DANS LA RÉGION DU NORD-KIVU, À KASHENDA : ANALYSE DU POIDS RÉEL DES COOPÉRATIVES SUR L'ÉCHIQUIER DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE MONDIAL

*Lucien Ramazani Kalyongo*¹

Introduction

L'avènement des idées libérales de 1970 jusqu'à aujourd'hui sonne la fin des économies où l'État avait une forme de contrôle sur la régulation et la protection des marchés, l'ouverture des frontières, la réduction des barrières à l'entrée et la privatisation vers une plus forte concurrence. Les économies des pays du Nord se retrouvent dans un même espace de concurrence avec des pays du Sud, mais avec des armes différentes devant les lois du marché international. De cette situation naît une relation asymétrique entre les « économies fortes » du Nord et les « économies faibles » du Sud. Le lien permanent entre les deux économies est l'échange commercial des matières premières, qui rend les économies faibles dépendantes des économies fortes. Le rapport de force fait pencher la balance du côté du « plus fort », pour reprendre la formule de Jean de la Fontaine. Cette loi du plus fort est-elle toujours la meilleure ? De l'amorce libérale des années 1980 résulte une certaine marginalisation des producteurs du Sud. Évoluant dans un contexte où l'insécurité, la guerre et le manque d'emploi semblent être leur « sacrement » quotidien, les producteurs se retrouvent face à des multinationales. Face au regain des coopératives de café dans la région est de la RDC, ce chapitre examine les enjeux des coopératives de café, leur poids, leur pouvoir d'action et les conséquences d'un contexte d'échange économique mondial dérégulé et asymétrique. Le manque de gain réel des caféiculteurs et de la coopérative nous a poussé à mettre en lumière les facteurs économiques qui ont mis à mal les capacités vitales de la coopérative : 1) la concentration économique, l'état de quasi-monopole du marché du café au sein des pays consommateurs ; 2) l'externalisation des coûts de la production et leur difficulté à trouver des capitaux de financement pour le renouvellement des matières premières, les aléas

¹ Université officielle de Bukavu (UOB).

environnementaux ; 3) la dévaluation du franc congolais et l'inflation subséquente des denrées importées qui submergent l'économie congolaise comme conséquence de la libéralisation des marchés. Tout ceci a été rendu possible en exploitant la notion du « système monde » telle que décrite par Wallerstein. Aujourd'hui, l'on ne peut prétendre uniquement à une division bipartite du monde, car il y a l'émergence d'un petit groupe d'acteurs économiques dominants (Friedmann & McMichael 1989). Ces derniers exercent leur domination sur les États, que ce soit au nord comme au sud. Ces dominants semblent s'autonomiser en exerçant une forte influence sur les règles du marché mondial. Revenir sur cette théorie, et prendre en compte ce petit groupe d'acteurs dominants nous permet de faire émerger la complexité de la réalité économique et de l'interpréter, en s'appuyant sur le contexte des producteurs du Sud, à travers les logiques du marché international du café et de sa cohorte d'intermédiaires à la solde des grandes multinationales américaines et européennes pour la plupart. Le marché du café est important au niveau mondial, car il est une des premières cultures de rente et est toujours primordial dans l'acquisition de liquidités étrangères. Dans un premier temps, nous présenterons la méthodologie utilisée. La section qui suit dégage les enjeux du système monde sous son expression capitaliste, telle que développée par Wallerstein. L'apparente bipolarité du monde, selon Wallerstein (la division du système monde en États centraux, périphériques et semi-périphériques), est éclairée par l'existence d'acteurs économiques dominants (et autonomes) sur le marché global. Le théâtre du marché mondial fait que ceux qui dominent sont à la fois « juges et partie » : ils poursuivent leurs propres objectifs en s'émancipant des lois des États et en fixant les règles pour perpétuer leur dominance à travers la division des processus de production, et la tendance à l'accumulation du capital. Nous analyserons, en deuxième lieu, ces enjeux dans le cadre de la coopérative Tufaidike.

1. Méthodologie

La localité de Kashenda est située à quelques kilomètres de la cité de Minova (au Sud-Kivu), à deux heures de route de Goma. Le 15 mars 2018, nous y avons rencontré pour la première fois les caféiculteurs de la coopérative Tufaidike. Nos questions initiales relevaient des enjeux des coopératives dans la région, dans le cadre d'une mission d'évaluation financée par l'ONG SAPI. Le but était de comprendre les avantages qu'offrait la coopérative, et les besoins des coopérateurs. Trente-cinq membres s'étaient déplacés de loin pour nous rencontrer et nous avons passé une heure à discuter avec eux en français et kiswahili. Après avoir écouté leur expérience des deux dernières années de production et de participation dans ce groupement d'intérêt économique, nous avons fait le

tour de la station de lavage et séchage avec l'agronome attiré récoltant des informations sur le processus de traitement de la cerise de café ainsi que sur le marché du café. Une rencontre avec le chargé de la comptabilité de la coopérative nous a permis d'acquérir les fondamentaux de l'économie de la coopérative. Cet entretien préliminaire nous a indiqué les défis majeurs de celle-ci. Dès que les caractéristiques du contexte de notre cas d'étude ont pu être établies, un deuxième travail a consisté à poursuivre nos entretiens de terrain avec des acteurs impliqués dans la conduite au quotidien des activités de la coopérative et des institutions partenaires (SAPI). En parallèle aux entretiens semi-directifs menés avec les représentants de caféiculteurs et les focus-groupes animés auprès de caféiculteurs, nous avons pu interviewer le directeur de l'ONG SAPI à l'origine de l'initiative Tufaidike. Par ailleurs, nous avons eu recours à une analyse documentaire et nous nous sommes référés à des ouvrages, des articles scientifiques, des rapports, des documents publiés et non publiés sur la thématique, etc. Cette documentation nous a aidé à discuter diverses opinions récoltées ainsi qu'à apporter des nuances sur des constats de terrain. Entrer en contact avec les « intermédiaires » de la transaction du marché du café a été une difficulté de taille dans l'investigation scientifique. La coopérative n'avait en effet pas encore trouvé d'acheteurs pour leur production de l'année 2018 et la durée de notre enquête ne nous a pas permis d'entrer en contact avec les anciens et les potentiels nouveaux acheteurs. Les informations qui se trouvent dans nos analyses proviennent de données documentaires, de journaux en ligne et des sites web officiels des compagnies.

2. Enjeux et caractéristiques du « système monde » sous l'expression d'une « économie mondiale capitaliste »

La théorie du système monde telle que présentée par le penseur Immanuel Wallerstein nous permet d'appréhender les forces et les dynamiques mondiales auxquelles font face les caféiculteurs de la coopérative Tufaidike, et le champ d'action dont ils disposent. Les défis auxquels les caféiculteurs congolais sont confrontés relèvent des dynamiques d'un « système monde » interconnecté, dont la diversité inhérente d'États et de cultures n'exclut pas une tendance vers l'uniformisation des cultures liées aux relations marchandes, la présence d'une « géoculture » (Bihl 2018). Selon Wallerstein, le système monde tel que nous le connaissons actuellement s'est exprimé autour de la seconde moitié du XVI^e siècle, sous la forme d'une économie mondiale capitaliste comme expression primordiale de la globalisation. L'économie monde est caractérisée par une configuration historique d'États et de zones géographiques, différenciées entre le centre, la périphérie et la semi-périphérie.

Cette économie mondiale se nourrit depuis sa naissance « du différentiel de richesse entre un centre, où convergent les profits, et des périphéries (pas forcément géographiques) de plus en plus appauvries » (Reverchon 2008). Ce différentiel émane d'une division du travail entre le centre et la périphérie. Au centre s'observe une production principale axée sur les biens finis à plus haute technicité et dont la rentabilité est exhaussée par leur position oligopolistique. Les États appelés « périphériques », ou « semi-périphériques », dont la production se concentre sur les matières premières, jouissent d'une moins grande rentabilité, car ils opèrent sur un marché plus compétitif. La stratégie de survie des marchés et États « forts » repose sur sa prédisposition expansive, qui lui permet de repousser toutes les limites et d'entretenir sans cesse « le principe même de sa cohésion interne » (Bihl 2018) : l'accumulation illimitée du capital et la division du travail qui structurent l'économie, la présence même d'États périphériques qui fournissent des matières premières, des produits agricoles, de la main-d'œuvre bon marché. La théorie de Wallerstein ne pourra pas être étudiée dans toute sa complexité ici. Les analyses des dynamiques de pouvoir qui régissent le « système monde » mettent le doigt sur les tensions entre le global et le local et trouvent leur reflet dans l'organisation économique du marché mondial du café. Cette division bipartite de la réalité du capitalisme mondial fut remise en question face à l'émergence des acteurs économiques dominants sur le marché mondial. L'apparition d'acteurs dominants est indissociable des relations d'accumulation de capital décrites ci-dessus par Wallerstein et est un produit des relations géopolitiques et de l'évolution des tendances économiques suivant l'histoire politique du capital.

Le café a été l'une des premières commodités à être sujette aux tentatives de régulation au niveau national et international, ceci jusqu'à la libéralisation des marchés dans des années 1980 et 1990. Ces tentatives commencent en 1902 et étaient à l'époque essentiellement orientées vers le Brésil et l'Amérique latine, alors producteurs principaux de l'économie mondiale. Ce n'est qu'en 1962 qu'un premier accord international sur le café ICA (International Coffee Agreement) fut signé, incluant des pays consommateurs ainsi que producteurs. Un système de quotas sur les exports est alors instauré. Lorsque le prix est bas, les quotas se resserrent et *vice versa*. Malgré les implications secondaires que cela comportait, tel le coût de négociation des quotas, ce cadre a contribué à améliorer le prix du café et à garantir une forme de stabilité (Ponte 2002 : 1104). La stratégie de développement commune de plusieurs de ces États était « l'industrialisation par substitution aux importations ». Celle-ci implique une augmentation de la production nationale de produits précédemment importés, ce qui à l'époque avait facilité la coopération et la possibilité d'une baisse volontaire (retenue) de la production du café. Cette tentative de contrôler la volatilité des prix face à la difficulté d'adapter l'offre rapidement (la production de café requiert

deux ans de plantation avant que l'arbre ait atteint sa maturité) fut dissoute à cause de la fragmentation de la géographie de production et de l'évolution des politiques de développement.

L'évolution et la diversification de la demande internationale ainsi que le passage du café robusta soluble au café arabica en grains autour des années 1980 donnèrent un élan aux torréfacteurs, principalement situés dans les pays consommateurs de café. Craignant que leurs compétiteurs profitent des marchés parallèles dans les pays non membres de l'ICA, ou des pays ne respectant pas leur quota, beaucoup mirent fin à leur coopération sous cet accord commercial en 1989 (Ponte 2002 : 1105). En 1993, les pays producteurs de café ont connu une nouvelle tentative d'organisation à travers l'ACPC, l'association des pays producteurs de café, pour regagner une forme de contrôle sur l'offre à travers un plan de retenue des exportations. La participation de certains pays a fait défaut, ainsi que les mécanismes de monitoring et d'exécution véritables. L'offre semble être en permanent surplus durant les années 1990, et le prix chute. En 2001, le plan est abandonné.

2.1. Éclatement des frontières économiques

À la suite de la récession de 1970 – « la crise du mode de croissance » –, l'économie mondiale entre dans une coalition centriste et de droite dont le but est de réduire les coûts de production à travers la réduction des rémunérations et l'externalisation des coûts des intrants. Dans les années 1980, les régimes de Thatcher en Angleterre et de Reagan aux États-Unis mènent des politiques appelées « néolibérales » en théorie et « consensus de Washington » en pratique. Le Forum économique de Davos est le centre de la promotion de cette politique ; la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) sont les porteurs de cette politique (Wallerstein 2004 : 86). C'est le tournant vers une globalisation qui appelle à l'ouverture des frontières commerciales aux flux de capital et de biens (à part la main-d'œuvre) et à la privatisation. Cela va également de pair avec la réduction des taxations pour l'état social et la recherche de nouveaux débouchés pour les firmes des pays industrialisés (Bosc *et al.* 2002 : 48).

À titre d'exemple, les accords de l'OMC sur l'agriculture de l'Uruguay Round de 1994 signent la libéralisation du commerce agricole mondial en mettant en place de nouvelles règles. Trois domaines sont visés : l'accès au marché, la concurrence dans les exportations et la suppression des soutiens internes (Tangermann 2001 : 18). Ces accords, dans l'idéal, avaient pour objectif de garantir une égalité entre agriculteurs au niveau mondial.

La faiblesse préalable des États de toute part, et en particulier ceux du sud et des zones anciennement communistes, leur a empêché toute capacité de résistance aux ajustements structurels commandités. Certaines régions comme les États-Unis, le Japon et l'Union européenne bénéficient d'une

protection intérieure garantie par les différents États et jouissent des mesures de protection de leur marché intérieur (Bosc *et al.* 2002 : 48). Les pays qui ont pu surfer sur la libération économique se trouvent gratifiés par les parts qu'ils ont pu gagner sur le marché libéral mondial. Et en bas de l'échelle se trouvent des pays du Sud pris à la gorge par le poids de la dette et obligés de réduire de manière considérable l'assistance de l'État (Tangermann 2001). Ponte explique que le passage du régime de l'ICA au courant néolibéral a eu pour conséquence une chute et la volatilité des prix de vente du café. De 1990 à 1993, le prix baisse à 42 % du prix des dernières années sous l'ICA (Ponte 2002 : 1105). Notons que la volatilité du prix n'est pas uniquement due à ce marché de l'offre et de la demande qui se rencontrent imparfaitement. Wallerstein explique comment « le capitalisme doit, pour continuer à générer du profit, se financer et se réfugier dans la spéculation » une fois que la production matérielle et industrielle n'en génère plus assez (Reverchon 2008). Les activités spéculatives, les mouvements de stocks hors et dans le marché ont favorisé la volatilité du prix aux dépens des petits producteurs.

2.2. Asymétrie dans la redistribution de la plus-value

Les États ne pouvant plus intervenir comme ils le faisaient avant, ce sont des organisations d'exportateurs locaux qui tentent de s'organiser. La plupart d'entre eux, n'ayant pas eu les fonds nécessaires pour pouvoir être compétitifs avec les traders internationaux, dont certaines entreprises de taille moyenne, ont disparu ou se sont ralliés aux traders internationaux pour survivre. S'ensuit un marché concentré, une tendance au renforcement des torréfacteurs vis-à-vis des autres acteurs et par conséquent une plus grande proportion de revenus retenus dans les pays consommateurs. Là où une moyenne de 20 % du revenu total était retenue par les pays producteurs de 1970 à 1989, après la dissolution de l'ICA, la proportion du revenu gagné par les producteurs est tombée à 13 % et est montée à 78 % dans les pays consommateurs de café, dans les mains des activités qui y sont localisées, la vente par les compagnies de « retail » et le commerce par les grossistes. Cela représente un transfert de ressources significatif entre les pays du Sud et les pays du Nord, où la plus-value est accumulée (Ponte 2002 : 1106). De grandes firmes de distribution alimentaire ont la capacité de maintenir un prix de vente en supermarché assez haut (Ponte 2002 : 1107) alors que les prix d'achat du café sec diminuent largement. En 1998, les six plus grands distributeurs contrôlaient 50 % du marché notamment Neumann, Volcafe, Cargill, Dreyfus, Esteve, Mitsubishi, Aron, Man, etc. En même temps, le niveau de concentration chez certains torréfacteurs se révèle encore plus élevé. Ici, Philippe Morris contrôlait 49 % du marché ; Tchibo, Sara Lee et P&G en contrôlaient un autre quart. En 2012, autour de 80 % du marché était contrôlé par sept compagnies : par ordre de taille,

Nestlé (Suisse), disposant de 12 %, Mondelez International, Starbucks et Cargill (États-Unis), Tchibo (Allemagne), Lavazza (Italie) et Demb1753 (Pays-Bas). Ces firmes perçoivent 65 à 75 % du prix de vente alors que les petits producteurs touchent 10 à 15 %. Le pourcentage du café vendu sous le commerce équitable représente 1,6 % de la production mondiale (2013-2014) tel que repris dans les statistiques de l'Organisation internationale du Café (OIC). Notons que dans ce contexte de quasi-monopole se crée un espace pour les compagnies de café très spécialisées. En 2002, année au cours de laquelle Ponte écrit son article, l'intégration verticale entre torréfacteurs et gros distributeurs semble être minime (Ponte 2002 : 1107-1108). C'est à ce genre de phénomène que Wallerstein se réfère lorsqu'il défend la thèse d'une division du marché économique en périphérie et en centre. Une division qui signale la rentabilité des processus de production dans le centre, maintenu en place par des États forts et un groupe d'acteurs dominants.

2.3. Création des monopoles

La théorie du « système monde » s'intéresse à l'évolution de la distribution géographique et géopolitique des marchés de biens en fonction du cadre commercial et législatif que le marché connaît. Wallerstein nous rappelle l'importance centrale de la création de monopoles (ou quasi-monopole) dans l'accumulation de capital. Ces monopoles sont le résultat des politiques menées. La relation entre État et entreprises constitue une clef de voûte dans la compréhension du fonctionnement du monde économique capitaliste tel que nous le connaissons. Wallerstein explique que l'idéologie du laissez-faire, entendue comme règle essentielle de l'organisation des marchés, n'est en fait pas entièrement souhaitée par les grandes firmes qui l'acclament, en tout cas pas dans son implémentation totale (Wallerstein 2004 : 46). Au-delà des mesures de réajustement structurel, les États, et en particulier les États « forts » du centre, peuvent avoir recours à des mesures étatiques touchant à la prospérité des firmes et susceptibles de créer un climat favorable ou néfaste selon la taille et la provenance des firmes. Ces mesures se retrouvent dans les législations concernant les conditions d'exportation et d'importation, la propriété privée, l'emploi, le niveau de taxation. Les États peuvent également décider quel genre de processus économique peut être sujet à un monopole, décider des coûts à internaliser par les firmes et, finalement, peuvent affecter les décisions des autres États à travers leur pouvoir relatif. Comme nous venons de le voir, le rapport de pouvoir historique entre pays consommateurs et pays producteurs, atténué dans le cadre des conventions internationales, s'est vu réorganisé autour d'un glissement de pouvoir vers les corporations transnationales, donnant lieu à un environnement moins équitable, moins stable et également plus informel.

Il est opportun de savoir que le café est une commodité stratégique. Après le pétrole, il s'agit de la deuxième commodité la plus valorisée durant l'après Deuxième Guerre mondiale (Ponte 2002 : 1011). Elle est encore convoitée et primordiale en vue d'acquérir des liquidités étrangères dans le marché du Sud, en plus d'obtenir des revenus d'exportation. Par ailleurs, le café est l'une des cultures de rente principale du Congo, à côté du thé. L'Est du pays compte parmi les meilleures régions productrices de café. Depuis des décennies, ce produit constitue la source principale de revenus dans plusieurs de ses contrées. Le secteur de l'agriculture occupe 60 % de la population du Congo et, en 2013, a contribué à hauteur de 40 % au PIB officiel (Abary 2016). Le marché du café représente dès lors un pilier important non seulement pour l'économie nationale de la RDC, mais aussi pour les agriculteurs qui en dépendent. Une deuxième caractéristique du marché du café est que 90 % de sa production provient des pays en développement, et qu'il est consommé primordialement dans les économies industrialisées (à l'exception du Brésil, producteur majeur, mais également consommateur ; Ponte 2002 : 1101).

À l'époque précoloniale, l'agriculture est caractérisée par des échanges qui se font au niveau local et au niveau régional. Toute la zone de l'Est est marquée par des échanges entre les peuples. Du côté de l'Ouest aussi, il y a un fort mouvement d'échanges (Peemans 2016). Dès la conquête occidentale, c'est-à-dire lors de la formation de l'État indépendant du Congo, Peemans (2016 : 119) explique un « rapport tout à fait particulier entre la masse des producteurs africains et le marché international, à travers d'une part le contrôle que l'État a établi par la violence et la contrainte sur les producteurs africains, et, d'autre part, le type de lien qui s'est créé entre l'État et le capital métropolitain ». Durant la période coloniale, un encadrement particulier était dédié aux organisations des producteurs locaux. Ces derniers participaient à la culture de rente de la colonie pour l'exportation (Peemans 2016). La naissance d'organisations économiques locales en Afrique s'est accrue après les indépendances, dans les années 1960, pour pallier les défaillances des pouvoirs publics. Le contexte de naissance de ces organisations était hostile à leur épanouissement, car l'environnement de leur éclosion était aussi brutal qu'instable vu le manque d'encadrement par les États, à peine sortis des indépendances (Bosc *et al.* 2002).

La libéralisation économique et politique qui s'en est suivie ne fera qu'empirer la situation en occasionnant le désengagement de l'État. En 1973, la RDC connaît un processus de « zaïrianisation » : les biens de l'État hérités de la fuite des Belges furent redistribués à des personnes choisies. Les bénéficiaires étaient pour la plupart des proches du pouvoir ; cela a mené certains historiens à parler du commencement de l'institutionnalisation de la corruption en RDC. La trajectoire historique du pays est marquée par de

grandes périodes de rupture qui ne fait appel à aucune continuité dans tous les domaines de la vie de l'État. Il en va du domaine de l'administration comme de celui de l'agriculture familiale jusqu'à l'évolution des filières dont dépend une grande masse des populations paysannes.

L'évolution de la filière café en RDC, sous l'expression néolibérale du marché mondial des dernières décennies, a vu la production de café chuter depuis les années 1990. Des estimations donnent les chiffres de production de 33 084 tonnes en 1990 et, en 1996, six ans plus tard, ceux-ci sont estimés à 17 486 tonnes (Tegera *et al.* 2014). En trois ans, de 1998 à 2001, la superficie que le café occupe est passée de 35 148 hectares à 5046 hectares. Une décennie plus tard, de 1998 à 2008, force est de constater que l'on est passé de 72 228 planteurs de café à 3946 (Pole Institute 2014 : 12). Cette baisse de production ne peut être directement ou seulement expliquée par l'évolution de la néolibéralisation de l'économie mondiale. Le climat de guerre et la classe politique usurpatrice du pays expliqueraient l'incapacité générale à élaborer une politique agricole. La dégradation des infrastructures de transport, l'absence de crédits agricoles et la maladie qui affecte la culture du café ont raison de la plupart des petits producteurs (Pole Institute 2014 : 13-14).

3. La coopérative de café Tufaidike à Kashenda

C'est dans le théâtre d'un système monde, appelé mondialisation, à facettes de libéralisation des marchés, que s'inscrit la lutte des paysans et de leur organisation économique. Nous nous situons dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu, et en particulier dans le groupement Mupfunyi et Shanga et le secteur d'Osso Banyungu. La production de café « est source de pauvreté », selon l'ONG SAPI. En effet, avant les tourments qui se sont perpétrés dans cette région avec le déclenchement du génocide du Rwanda en 1994, la rébellion de l'Alliance des Forces démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) en 1996 et à partir de 1998 la rébellion que mène le Rassemblement congolais pour la Démocratie (RCD) jusqu'en 2002, le café pouvait constituer une source de revenus pour la population. Selon l'ONG SAPI, la pauvreté accentuée par le conflit a contribué au fait que 90 % de la population productrice de café vive avec moins de 1 USD par jour. Avec 80 % du salaire orienté vers les soins médicaux et la scolarisation (rapport SAPI 2018). Cela a poussé SAPI, Save the People International, à prendre les rênes d'une organisation économique plus stratégique et soutenue techniquement afin d'améliorer le revenu de plus de 3000 familles de caféiculteurs. L'approche suivie fut fondée sur la réappropriation d'une partie de la chaîne de valeur. Donner une plus-value à la production à travers la qualité, la fiabilité, l'homogénéité et la productivité dans le but d'améliorer la compétitivité et la rentabilité. Construire une station de lavage de café

(SLC) permettait de fournir un café déjà lavé et plus séduisant aux yeux du marché de l'exportation.

Les coopératives tentent d'obtenir des conditions de vente plus favorables pour leurs membres : la mobilisation de plus grandes quantités, une meilleure position sur le marché et l'espoir d'obtenir un revenu amélioré. La coopérative permet également de faire des investissements communs dans la valeur ajoutée. De l'autre côté du lac Kivu, au Rwanda, les coopératives de Karaba et de Maraba étudiées par Gisaro se structurent également autour d'une station de lavage du café. Ce sont des coopératives mises en place par le Gouvernement après le tournant de 1998 qui avait aussi touché le Rwanda d'une chute de production et de qualité du café. Gisaro y observe que les agriculteurs bénéficient également de crédits, ce qui améliore leurs capacités techniques (Gisaro 2003). Leur taille et leur capacité renforcées leur ont offert une plus grande intégration dans l'économie mondiale. Une coopérative comme celle de Tufaidike veille aussi à la défense des intérêts communs des producteurs, de leurs droits à la souveraineté et à la dignité. La promotion du dialogue, la transparence et le respect dans la chaîne de production sont d'autres idéaux porteurs. Sur le long terme, l'ONG SAPI souhaite contribuer au développement économique qui mènerait à une lutte finale contre l'extrême pauvreté des populations des alentours. Tufaidike n'a pas encore atteint ce rêve de prospérité et se bat encore.

La coopérative a commencé par l'organisation de 300 caféiculteurs, souvent des ménages dont la plantation occupe les deux parents soutenant toute la famille financièrement. Tufaidike réunit maintenant 800 caféiculteurs autour d'une collecte centralisée des fruits du café, les cerises, aussi appelés le café humide. Avant d'atteindre la station de lavage située à Kashenda, les cerises sont reprises dans dix points de collecte des alentours. La coopérative sponsorise le coût des transports variés, de la plantation au point de collecte jusqu'à la station, et achète ces cerises à de petits entrepreneurs vaguement attirés à la coopérative. Ceux-ci reçoivent 1 USD pour 100 kilos de café mouillé acheminé. Ils perçoivent une rente inférieure ou égale à 9 USD par semaine. L'un des avantages les plus tangibles de la présence de la coopérative est la garantie de paiement stable et plus élevé. Les caféiculteurs nous expliquent qu'au lieu des 200 FC qu'ils trouvaient sur les marchés dans le passé, ils reçoivent maintenant 500 FC. Ils sont donc maintenant payés autour de 0,30 USD le kilo de café humide (équivalent à 0,5 USD avant la dévaluation du franc congolais) directement par la coopérative. Les plus pauvres, ceux dont les outils adéquats font défaut, dont les plantations sont atteintes de maladies telles que le noircissement des cerises et des feuilles, dont l'origine et le remède sont encore méconnus, ou encore les plus vulnérables, ceux atteints de handicap ou de maladie, sont capables de récolter autour de 200 kg de café par mois, ce qui équivaut à un revenu mensuel de 100 000 FC, soit 61 USD au taux de change moyen

pour 2018 (1600 FC/1 USD). Pour les plus chanceux, le salaire atteint les 150 à 200 USD. En plus de soutenir l'achat de café aux caféiculteurs, la structure emploie 40 travailleurs chaque jour pour le fonctionnement de la station. Ces saisonniers sont rémunérés à hauteur de 1,25 USD par jour, soit 2000 FC, pour une longue journée de supervision du dépulpage, nettoyage, triage, séchage et de l'emballage des graines de café. En plus de garantir un prix d'achat ou un emploi pour certains, l'ONG a mis en place des soutiens stratégiques à travers la mise à disposition d'un comptable gérant la coopérative et d'un agronome supervisant les opérations de lavage tout en soutenant la productivité des champs et la qualité du produit. Il est par ailleurs question de former les caféiculteurs ainsi qu'une équipe de journaliers travaillant à la production de café à valeur ajoutée « *fully washed* » ou café « parche ».

Plusieurs éléments heurtent néanmoins les capacités de la coopérative naissante à mener à bien les idéaux démocratiques et justes auxquels elle aspire. Nous allons à présent observer trois points et une multitude de caractéristiques de l'organisation économique du « système monde » qui mettent aujourd'hui en péril la survie de la coopérative et des caféiculteurs : (1) la difficulté de trouver un acheteur ; (2) les cours du prix toujours trop bas et les conséquences qui suivent ces points, à savoir la difficulté de trouver une durabilité financière et un agent de préfinancement. Nous observerons enfin l'événement qui a touché les caféiculteurs le plus profondément : la dévaluation du franc congolais. Ces difficultés inhérentes au système économique mondialisé, et le peu de réponses que peut y apporter la coopérative constituent des indicateurs de l'état du contexte historique et législatif du « système monde » et de la RDC.

3.1. Les acheteurs ou le goulot d'étranglement

Depuis ses débuts, Tufaidike a su trouver des acheteurs. Il y a un nombre d'acheteurs que nous pouvons nommer des « intermédiaires » entre les coopératives du Kivu et le marché international du café et avec lesquels SAPI a travaillé dans le passé. Parmi eux, nous pouvons citer Eastern Congo Initiative (ECI) en 2015, qui vend sur le marché américain et canadien par l'intermédiaire d'acheteurs internationaux tels que Sweet Maria. Parmi les acheteurs du ECI se retrouvent également Starbucks et la compagnie Counter Culture. En 2016, la coopérative a vendu la RTC (Rwanda Trading Company), qui écoule son stock sur le marché asiatique, européen et américain. En 2017, les 10 tonnes de café parche produit durant la grande saison, de mars à juin, vont à la Virunga Coffee Company, une compagnie belge appartenant à l'African Fine Coffees Association (AFCA), une structure alliant les initiatives privées et publiques d'une série de pays membres. La saison basse, la petite saison de septembre à décembre, serait trop faible

pour être prise en compte. Cette année, il semblerait que même le volume de la production de la grande campagne de récolte soit trop bas pour ces mêmes acheteurs. Ni la Virunga Coffee Company ni la Rwanda Trading Company ne peuvent acheter leur production. Monsieur Phidias Mufanza, directeur de l'ONG SAPI, explique qu'il faudrait un lot minimum de 19 200 kg de café parche pour les satisfaire. Étant donné le nombre réduit d'intermédiaires et leur désintérêt apparent pour le café Tufaidike, la marge de négociation entre producteurs et acheteurs est quasi inexistante. Il n'est pas exclu que cette difficulté soit liée au manque de capacité de marketing en interne. Faire sa place sur le marché est un labeur que SAPI n'avait pas envisagé. Le marché avec lequel Tufaidike doit traiter prend une forme de petit monopole dont les prix sont bas et la demande exigeante. Les producteurs se trouvent ainsi à la solde du prix que les intermédiaires proposent et à la merci d'une demande mondiale dure à décrypter.

3.2. Prix tronqué ou demande en entonnoir

Le prix de vente que Tufaidike a obtenu ces dernières années était de 3 USD/kg en 2015 et de 2,2 USD/kg en 2016 et 2017. À priori, les intermédiaires ont l'information concernant le prix du café parche sur le marché international et il n'est pas rare de constater que les petites organisations isolées n'aient pas accès à ce genre de données. Dans le cas de la coopérative Tufaidike, même en connaissance du prix minimum qu'elle pourrait exiger, elle n'est pas en mesure de négocier ou de refuser. Il est intéressant de noter que les prix que la coopérative a reçus reflètent approximativement les prix du cours du café tels que définis par l'OIC. De 2015 à 2016, le prix indicatif était en moyenne de 2,15 USD/kg et, en 2017, celui-ci a atteint 2,43 USD/kg. En principe, le cours du prix du marché devrait être fixé en fonction de l'offre et de la demande du produit sur le marché. Toutefois, celui-ci peut également être sujet à la spéculation, pratique amenant beaucoup de profit pour certains joueurs échappant au contrôle des organisations économiques majeures, telle la Banque centrale, et alimentant un contexte économique encore et toujours plus volatile. Dans le cas de la filière du café, le prix est retenu artificiellement bas par les compagnies de torréfaction et de *retail* qui, comme nous l'avons vu précédemment, contrôlent autour de 80 % du marché. Par l'intermédiaire des émissaires de ces grandes firmes, une manipulation des prix s'opère dès la base, ce qui montre que ces compagnies ont une forte influence sur le marché ainsi qu'un intérêt à soutenir. En effet, ces firmes perçoivent 65 à 75 % du prix de vente alors que les petits producteurs ne touchent que 10 à 15 %.

Force est de constater que, même au prix bas du marché, la demande pour le café Tufaidike se fait attendre. Ce qui semble ne pas être le cas pour d'autres coopératives, en témoigne toute la campagne qu'Oxfam/Belgique

fait pour le café labélisé *fairtrade* Café Kivu. Y a-t-il une surproduction dans la région ? Selon l'OIC, la demande mondiale du café augmente chaque année et devrait faire un bond de 25 % de 2016 à 2021. Il semblerait qu'il devrait être rentable d'être caféiculteur en cette décennie. Néanmoins, tout indique que les producteurs de Tufaidike devraient brader leur café (en le revendant à une autre coopérative de la région) ou s'éclipser du marché. En effet, s'il y a bel et bien une augmentation de la demande mondiale, la valeur ajoutée globalement par l'augmentation des ventes n'a en revanche aucune retombée sur les caféiculteurs. En cause, l'apparition, dans l'environnement mondial de la filière, de groupes d'acteurs dominants. Ces derniers semblent avoir le monopole dans les transactions liées à cette filière, profitant du fait que les marchés intérieurs des pays producteurs ne sont pas intégrés aux marchés internationaux. Il s'ajoute à cet aspect le fait que certaines matières premières s'en trouvent mieux intégrées que d'autres. Une petite comparaison avec le riz et le soja peut témoigner de cette inégale intégration. En 2012, la redistribution des bénéfices du commerce du café a encore moins de retombées sur les petits producteurs qu'en 1998, 5 % en moins sur les pays du Sud. La force centrifuge de l'accumulation du capital vers les multinationales oligarques est bien le reflet de la marche endiablée d'un système monde créant des écarts de distribution de valeurs entre les périphéries (le monde des petits producteurs) et les centres (les métropoles de consommation), et se nourrissant du profit.

3.3. Payer le coût véritable ou investir stratégiquement ; qui assume les frais ?

La marge entre le prix d'achat et le prix de vente des multinationales est justifiée par les coûts de transformation, de transport, de taxe à l'exportation, etc. Une rémunération plus élevée permettant aux producteurs de pouvoir investir dans leur production, leur éducation et leur foyer est hors-jeu. Dans ces conditions, trouver un acheteur annuel pour l'offre de Tufaidike n'est pas suffisant, mais la coopérative, vendant son café au prix artificiellement bas, est dans le besoin de financements extérieurs chaque année. Tufaidike a par ailleurs reçu un prêt de 20 900 USD de l'ONG SAPI à rembourser sans intérêts après la vente du café. Ce prêt a permis premièrement de construire la station de lavage et de l'entretenir. L'une des particularités de la production du café et de la plupart des cultures agricoles est leur besoin d'un financement prérécolte. Les coopératives doivent en effet acheter le café produit par les caféiculteurs au fur et à mesure des récoltes journalières. Cela est le propre de la coopérative : assurer aux agriculteurs un revenu pendant les six périodes nécessaires à la transformation et à la vente du café parche. Les coopératives se doivent dès lors d'acquérir un crédit-pont pour financer cette opération. Le prêt de SAPI a ainsi permis de financer

la campagne de récolte, d'acheter des cerises aux ménages caféiculteurs, de payer les frais de fonctionnement et le personnel pendant trois mois. Monsieur Phidias Mufanza, qui a mis sur pied la coopérative Tufaidike, explique : « le grand souci de Tufaidike, c'est de trouver un acheteur *permanent* capable de fournir un contrat avant la campagne de récolte pour travailler avec espoir que le café sera acheté ».

Le préfinancement de la campagne qu'avait pu mobiliser SAPI a atteint sa fin, et l'achat du reste de la production des caféiculteurs se trouve momentanément bloqué. Ceux-ci devront trouver d'autres coopératives locales pour écouler leur vente. La question qui se pose est la suivante : est-il préférable, pour une organisation comme Tufaidike, d'obtenir directement des préfinancements de la vente de son café de l'entreprise exportatrice ou d'organismes caritatifs ? Aucun agriculteur ne pourrait assumer ces frais ou obtenir un prêt au vu du niveau de précarité économique et de l'environnement du travail. Le manque de soutien de l'État et d'une banque agricole apte à soutenir les petites initiatives induit la nécessité, pour les coopératives, de recourir aux institutions capables d'octroyer un prêt, et il s'agit souvent des acheteurs du produit. L'expression de ce financement pose question.

Tufaidike a approché la coopérative congolaise la plus proche nommée Muungano, située à 30 km au sud de Kashenda, à Kiniezire (pas loin de Kalehe, au Sud-Kivu), dans le but de trouver des acheteurs. Mais jusque-là, aucun acheteur ne s'est manifesté. La plupart d'entre eux préfèrent vendre à Oxfam, filière de commerce équitable, grâce à l'intermédiaire de RootCapital. RootCapital est une organisation de financement spécialisée dans l'aide aux agriculteurs, à travers de « profonds investissements dans la résilience » dans les zones géographiques où « les autres ne vont pas » (voir le site de RootCapital). RootCapital est donc un organisme de microcrédit et de soutien aux petites coopératives afin qu'elles vendent un produit de plus haut de gamme, notamment à travers la filière du café de commerce équitable. Starbucks est l'un des investisseurs de RootCapital. En effet, Starbucks, soucieux de la santé économique des petits producteurs, a lancé sur le marché des « US Corporate Sustainability Bonds », des obligations qui font appel à des investisseurs de tout bord pour nourrir un fonds d'investissement dans l'agriculture des pays du Sud : the Global Farmer Fund program. En 2015, Starbucks alloue 30 millions de dollars à ce fonds dans le but d'assurer les activités des organismes tels que RootCapital, Fairtrade et Acces Found dans la tâche de soutien financier aux petites coopératives locales.

Wallerstein évoque les coûts de production en parlant « du coin le moins remarqué » du rôle crucial que pourrait jouer un État ou un cadre législatif : la quantité et le type de coûts qui devraient être internalisés ou externalisés des coûts de production (Wallerstein 2004 : 46). Ici, il apparaît que les coûts de production qui devraient être assumés par les coopératives et par les acheteurs de leur produit semblent s'éclipser des comptes. Cela

s'appelle l'externalisation des coûts et s'observe le plus habituellement dans l'externalisation des coûts environnementaux. Le coût de la surexploitation des sols ou de la pollution des rivières est éliminé de la ligne des comptes des entreprises et renvoyé sur la facture d'une entité externe appelée société. Une semaine après notre première visite, une forte pluie a provoqué un glissement de terrain phénoménal, de 100 m de largeur et 200 m de descente, à travers les plantations des caféiculteurs de Tufaidike, évitant de peu une habitation sur son passage. Qui, dans ce système monde, prendra en compte ces coûts ? L'extériorisation des coûts de production se fait ici à travers un prix dérisoire comparé aux coûts divers que doivent soutenir les agriculteurs tels le renouvellement de la plantation, la protection de leur capital-terre général, le transport et l'achat d'outils.

Il est alors intéressant de constater que le Global Farmer Fund program peut-être une forme d'externalisation des coûts de production à travers le fonds d'investissement, alimenté en partie par les puissants de la filière café, et, d'autre part, par des investisseurs externes. À défaut de rémunérer la production en aval à travers des prix plus élevés, et ainsi de devoir couper une marge de profit, Starbucks réinjecte les frais de production impayés à travers des prêts (Foote 2016). Ces prêts rapportent 2,45 % d'intérêts aux possesseurs d'obligations de ce programme d'investissement.

Il n'est pas rare non plus que les coopératives concluent directement des accords avec de grandes multinationales. Un exemple d'une partielle intervention dans ces coûts se retrouve dans des accords de préfinancement tels que ceux conclus entre Colruyt Group et Kawa Kabuya (une coopérative du Nord-Kivu) en mars 2017. Cet accord d'approvisionnement couvre une période d'au moins trois ans. Les termes de l'accord visent à garantir un volume d'achat considérable afin de préfinancer la campagne de récolte et d'aider la coopérative à initier d'autres projets pour son bon fonctionnement et son épanouissement (Saliboko 2017). Sur l'emballage du café Graindor, marque de Colruyt Group, nous pouvons lire que les grains de café vert y sont achetés à un prix correct et que « sur place, l'ONG Vredeseilanden aide les agriculteurs familiaux à jouer leur rôle dans la réduction de la pauvreté en milieu rural ».

3.4. La plus-value ou le cours du marché monétaire

Lorsque nous avons rencontré les caféiculteurs, leur première réclamation reposait sur le fait qu'ils n'avaient pas d'argent pour acheter de nouveaux outils de travail tels que des couteaux, des sauts et des bâches. Le premier constat qui s'est imposé à l'issue de ces rencontres fut la perte de pouvoir d'achat qui conféra aux revenus de ceux-ci une valeur presque équivalente au niveau pré-coopérative, c'est-à-dire un salaire moyen de 5 USD par jour. Les caféiculteurs sont payés en franc congolais. Depuis début 2017, le

cours du franc congolais chute et le pouvoir d'achat s'est vu coupé en deux tandis que le prix des denrées augmentait. Dans l'acquisition de monnaie d'échange, vitale à l'octroi de biens dans l'économie mondiale, le dollar est devenu un refuge et une devise essentielle dans la vie courante des habitants de la RDC : c'est la dollarisation de l'économie congolaise. Cette devise est la seule à garantir un pouvoir d'achat qui ne souffrira plus à chaque achat de produit importé et de courbes de dévaluation. Les gestionnaires de la coopérative ont en effet perçu leur préfinancement en précieux dollars. L'acquisition de cette devise est aussi vitale au niveau macro-économique. Sans investissement extérieur, sans influx de dollars sur le marché congolais, c'est ainsi l'économie entière qui peine à obtenir les devises nécessaires à l'achat des importations. La baisse des cours des matières premières et la situation politique instable découragent les investisseurs étrangers détenteurs des devises à nourrir l'économie globalisée de la RDC. Les devises américaines sont rares sur le marché et s'achètent à prix d'or en franc congolais. Les caféiculteurs, eux, sont payés en franc congolais par la coopérative. Concrètement, en juin 2016, 1 USD se changeait au taux de 960 FC. Avant, le producteur recevait 41,6 USD en vendant son café sur le marché. Avec la vente du café à Tufaidike, le prix d'achat est passé de 200 à 500 FC (soit une hausse de prix de 125 %). Cette hausse de prix d'achat, pouvant apporter une hausse de salaire équivalente à 104 USD par mois, a été réduite à 62,5 USD à cause du taux de change de 1600 FC/USD actuellement en vigueur en RDC. L'amélioration des revenus a donc accusé le modeste gain de 50 %.

Conclusion

Une coopérative telle que Tufaidike octroie à ses membres une place sur le marché. L'une des stratégies de la coopérative fut de répondre à l'impératif du marché : une demande pour le café des pays du Nord, un besoin d'homogénéité et de taille. Malgré la remise « à niveau » des capacités de transformation des caféiculteurs, nous avons observé que leur accès au marché international demeure conditionné. Le marché n'offre aux caféiculteurs et à la coopérative aucune garantie d'acheteur ni de rémunération reflétant les véritables coûts de production. Notre développement a brossé le tableau du paysage agroalimentaire mondial en analysant la place que l'agriculture paysanne occupe dans ce système à l'ère de la globalisation. Afin de parvenir à une telle démonstration, un détour a été fait par l'analyse d'une coopérative des caféiculteurs en RDC afin de montrer l'intérêt de son initiative de renforcer la place des petits producteurs dans l'agriculture nationale. Dans cette analyse, il est apparu que l'accumulation du capital à l'échelle mondiale reproduit, de manière structurelle, des inégalités entre les pays dits du « centre » et les pays dits de la « périphérie ». Une analyse

approfondie de la situation met en lumière une catégorie d'acteurs : un petit groupe d'acteurs dominants issus du centre avec une indépendance telle que les États (du Nord et du Sud) ont perdu la capacité de réguler le marché. Face à cela, les pays de la périphérie, à la suite des dysfonctionnements internes (décrits ci-dessus), ne parviennent plus à rendre efficaces leurs politiques agricoles afin que les initiatives coopératives se diversifient dans la production pour parer aux éventualités du marché mondial. On se retrouve alors devant des acteurs dominants qui se sont émancipés face au rôle régulateur des États. Cette émancipation leur permet alors de contrôler le marché mondial des matières premières dont les règles ne sont connues que par la minorité dominante détentrice des capitaux et bénéficiaire du contexte du marché dérégulé. Cette coopérative de caféiculteurs localisée en RDC, se butant à plusieurs contraintes internes et externes, éprouve des difficultés pour faire aboutir ses efforts de promotion des petits producteurs de café. Non seulement elle s'est uniquement spécialisée dans l'exportation du café, mais aussi elle n'a pas su développer des mécanismes d'encadrement des caféiculteurs pour que ceux-ci fournissent d'autres produits destinés au marché local afin de compenser les faibles revenus issus du produit exporté.

La question est légitime : pourquoi ces États sont-ils économiquement à la marge, en périphérie ? La RDC n'aurait-elle pas fourni les politiques d'ouverture des frontières prôchées par le contexte néolibéral ? Par exemple, la taxe à l'exportation est fixée à 5 % en RDC contre 1 % dans les pays voisins. Ce fait justifie un énorme taux d'exportation du café congolais sous la bannière des pays voisins (à une hauteur de 50 à 70 % ; Pole Institute 2014). Néanmoins, cela ne serait qu'une partie des raisons pour lesquelles l'économie congolaise ne parvient pas à accumuler des capitaux et à s'agripper aux revenus de ses productions exportables. Les modalités par lesquelles l'État peut interférer sur le marché réel ou virtuel sont extensives et constituent un facteur fondamental dans la détermination du prix et des profits. Dans le contexte actuel, « sans cette interférence, le système capitaliste ne pourrait pas prospérer ni par conséquent survivre » (Wallertsein 2004 : 26). N'oublions pas la capacité du cadre législatif des pays forts à empêcher les pays plus faibles à protéger leur économie à travers des mesures protectionnistes ainsi que leur capacité propre à sauvegarder leurs économies à travers des brevets, des taxes et la formation de quasi-monopoles ; la capacité d'acheminer des plus-values vers le centre à travers la production de contextes économiques défailants, propre aux « économies pauvres », aux économies périphériques.

Bibliographie

Abary, S. 2016 (juillet). « RD Congo : priorité à l'agriculture ». *Jeune Afrique*. En ligne sur : <http://www.jeuneafrique.com/mag/342045/economie/rd-congo-priorite-a-lagriculture/>

Bahati Shandahinga, G. 2017. Rapport de la grande campagne 2017, groupement d'intérêt économiques TUFAlDIKE, SAPI (non publié).

Bahr, A. 2018. « Immanuel Wallerstein, comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde ». *Interrogations* 7. Disponible en ligne sur : <http://www.revue-interrogations.org/Immanuel-Wallerstein-Comprendre-le>

Bosc, P.M., Berthomé, J., Losch, B. & Mercoiret, M.R. 2002. « Le grand saut des organisations de producteurs agricoles africaines : de la protection sous tutelle à la mondialisation ». *Recma* 285 : 47-62.

Centre d'Appui pour le Développement rural et communautaire (CADERCO). 2016. « Appui à l'amélioration des revenus de petits producteurs du café et leurs familles par la production et la commercialisation de café de qualité ». Rapport final des activités du projet. Eastern Congo Initiative (non publié).

Dunia Bahiga, P. 2018. Rapport d'activité la grande campagne 2018, groupement d'intérêt économiques TUFAlDIKE, SAPI (non publié).

Foote, W. 2016. « To invest in the future of coffee, Starbucks turns to the capital markets ». *Forbes*. En ligne sur : <https://www.forbes.com/sites/willyfoote/2016/05/23/to-invest-in-the-future-of-coffee-starbucks-turns-to-the-capital-markets/#47b6b7201174>

Friedma, H. & McMichael, P. 1989. « Agriculture and the state system: the rise and decline of national agricultures, 1870 to the present ». *Sociologia ruralis* 29 (2): 93-117.

Gisaro Ca-Madeberi, Y.B. 2013. « La structuration du monde paysan au Rwanda : cas des coopératives et des stations de lavage de café de Maraba et de Karaba ». Thèse de doctorat, Université de Liège Gembloux Agro-Bio Tech, Gembloux.

International Coffee Organisation (ICO). 2018. Statistiques historiques. ICO composite & group indicator price. Disponible en ligne sur : <http://www.ico.org/historical/1990%20onwards/PDF/3c-indicator-prices.pdf>

International Coffee Organisation (ICO). 2018. Statistiques historiques. Prices to growers. Disponible en ligne sur : <http://www.ico.org/historical/1990%20onwards/PDF/3a-prices-growers.pdf>

International Coffee Organisation (ICO). 2018. Statistiques historiques. Retail prices. Disponible en ligne sur : <http://www.ico.org/historical/1990%20onwards/PDF/3b-retail-prices.pdf>

Montalieu, T. 2005. « Quelle stratégie de change dans les économies en développement ? ». *Mondes en développement* 2 : 7-14.

Nlemvo, W. 2017. « La descente aux enfers de l'économie s'explique par des raisons purement politiques ». *Actualités* CD.

Lendele, K. & Kimona-Mbinga, J.K. 2005. « Nature et spécificité de la dollarisation de l'économie congolaise (RDC) ». *Mondes en développement* 2 : 41-62.

Peemans, J.P. 2016. « La question de la place du monde paysan dans le développement rural en RDC ». In S. Marysse & J. Omasombo (éd.), *Conjonctures congolaises 2015. Entre incertitudes politiques et transformation économique*. Paris/Tervuren : L'Harmattan/MRAC (coll. « Cahiers africains », n° 87).

Petkova, I. 2006. « Shifting regimes of governance in the coffee market: from secular crisis to a new equilibrium? ». *Review of International Political Economy* 13 (2) : 313-339.

Pole Institute. 2014. « La caféiculture et son incidence sur la transformation des conflits. Cas des localités de Ntamugenga, Kibirizi, Minova (République démocratique du Congo) et Boneza en District de Rutsiro (Rwanda) ». En ligne sur : <http://www.pole-institute.org/sites/default/files/LA%20CAFEICULTURE.pdf>

Ponte, S. 2002. « The “latte revolution”? Regulation, markets and consumption in the global coffee chain ». *World Development* 30 (7) : 1099-1122.

Pozniak, K. 2016. « CRS works with Congolese coffee farmers now selling to Starbucks ». Catholic Relief Services. En ligne sur : <https://www.crs.org/media-center/news-release/starbucks-buying-coffee-from-crs-congolese-coffee-farmers>

Reverchon, A. 2008. « Le capitalisme touche à sa fin ». *Le Monde*. En ligne sur : https://www.lemonde.fr/la-crise-financiere/article/2008/12/16/le-capitalisme-touche-a-sa-fin_1105714_1101386.html

RootCapital. 2018. « C.A.C. Pangoa. A Peruvian coffee cooperative plans for long-term success ». En ligne sur : <https://rootcapital.org/meet-our-clients/stories/c-c-pangoa-peruvian-coffee-cooperative-plans-long-term-success/>

Saliboko, M. 2017. « Bienvenue au cœur du conditionnement du café Kawa Kabuya ». Rikolto. En ligne sur : <https://congo.rikolto.org/fr/actualites/bienvenue-au-coeur-du-conditionnement-du-cafe-kawa-kabuya>

Tangermann, S. 2001. « L'accord sur l'agriculture de l'Uruguay Round fonctionne-t-il ? ». *Économie internationale* 3 : 15-44.

Tegera *et al.* 2014. « La caféiculture et son incidence sur la transformation des conflits : cas des localités de Ntamugenga, Kibirizi, Minova (République démocratique du Congo) et Boneza en district de Rutsiro (Rwanda) ». Dossier, Pole Institute.

Wallerstein, I. 2004. *World-Systems Analysis. An introduction*. Durham : Duke University Press.

Wallerstein, I. 2008. « 2008: the demise of neoliberal globalization ». En ligne sur : <https://www.iwallerstein.com/2008-the-demise-of-neoliberal-globalization/>